

### **Les personnes âgées en perte d'autonomie, sacrifiées, avec d'autres, et après d'autres, sur l'autel de la finance, par le gouvernement français.**

Le mercredi 24 août 2011, le Premier ministre François Fillon a présenté ce qu'il appelle un plan de « réduction des déficits publics ». L'analyse des mesures annoncées montre que le gouvernement continue de se ranger aux desiderata des « marchés financiers ». Les déficits publics actuels sont essentiellement dus aux politiques menées par les gouvernements depuis une vingtaine d'années, et particulièrement depuis le premier gouvernement Fillon de 2007. Et le Fillon (Sarkozy) de l'été 2011 poursuit dans ses choix antérieurs qui ont mené très concrètement le pays à la situation actuelle.

**L'endettement public pour enrichir les principaux détenteurs de capitaux** : il faut savoir que la dette publique actuelle est le résultat très direct d'une fiscalité injuste. Le déficit du budget de l'Etat ne s'est pas accru à cause d'une augmentation des dépenses publiques (elles sont, en pourcentage du PIB, du niveau de 1980), mais à cause d'une très grande réduction des recettes publiques, conséquence des politiques fiscales : si l'impôt sur le revenu était rétabli à son taux et son barème de 2000, il rapporterait chaque année 15 milliards d'euros supplémentaires ; si les niches fiscales de ce même impôt sur le revenu étaient ramenées à la situation de 2000, le budget récupérerait chaque année 38 milliards d'euros supplémentaires, sans conséquences fâcheuses pour l'économie. Pendant le même temps, le laxisme appliqué en matière de lutte contre la fraude fiscale des plus grosses sociétés fait que les entreprises du CAC 40 ne payent, en fait et en moyenne, que 8% de leurs bénéfices malgré un taux officiel d'impôt sur les sociétés de 33,33% (rappelons qu'il a été de 50% pendant des années, sans que ceci ne nuise au dynamisme de l'économie). Le Conseil des prélèvements obligatoires, dans un rapport de 2009, établit par ailleurs que le coût budgétaire annuel des « niches fiscales » au profit des sociétés est de 66 milliards d'euros !

**L'endettement public pour renforcer les inégalités** : l'endettement public permet d'enrichir doublement les plus riches à qui, au départ, les gouvernements ne font pas payer assez de cotisations sociales et d'impôts, et qui, ensuite, vont percevoir des intérêts sur l'argent qu'ils auront prêté à l'Etat. Pendant le même temps, ces mêmes gouvernements vont appauvrir doublement les autres, en augmentant leurs cotisations sociales et leurs impôts (TVA et impôts sur la consommation) et en limitant prioritairement certaines dépenses publiques sociales.

**Une rigueur renforcée au service de la finance** : dans ses annonces, le Premier ministre ne remet jamais en cause les choix précédents qui, justement, ont conduit le pays à la situation actuelle. Le gouvernement met en avant la nécessité pour la France d'être toujours notée « AAA » par les trois agences de notation « qui comptent » : une bonne note, c'est un accès aux marchés financiers un peu moins cher, certes, mais c'est toujours une totale dépendance à l'égard des emprunteurs. Rien n'est fait pour réduire l'emprise de la finance sur l'ensemble de l'économie et sur la captation qu'elle fait des choix politiques et citoyens. Le Premier ministre a cru bon de se féliciter de sa « réforme des retraites » qui répondait à une demande des marchés financiers. Dans cette même orientation, il vient de décider de reporter à début 2012 le « dossier de la dépendance ».

**Des choix financiers contre des choix humains et sociaux** : l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) constate que ce dossier des personnes âgées en perte d'autonomie avait déjà fait l'objet de promesses électorales lors des élections présidentielles de 1995, puis lors de celles de 2002. En 2007, le candidat Sarkozy avait annoncé « Je veux que la France soit un modèle dans la prise en charge des personnes âgées et dépendantes ». Avec ce dégagement en touche opéré par son premier ministre, Nicolas Sarkozy hérite d'un nouvel engagement qu'il pourra prendre devant ses électeurs lors de sa prochaine campagne présidentielle de 2012. Toutes les promesses développées par Mme Roselyne Bachelot, par François Fillon, par Nicolas Sarkozy, particulièrement au cours de l'année 2011 avec le « grand débat » et les multiples rapports sur lesquels ont planché de multiples hauts fonctionnaires, sont donc abandonnées pour ne pas déplaire aux marchés financiers. Il est de plus en plus manifeste que les gouvernements qui privilégient la finance, comme ceux qui se refusent, ou se refuseraient, à en circonscrire effectivement les pouvoirs, acceptent, de fait, que leur politique se fasse « à la corbeille ».

**La première priorité est que les citoyens se mettent en mesure d'imposer leurs choix démocratiques à l'oligarchie politique et financière. Les forces syndicales ont une place essentielle à tenir pour aller vers cet objectif.**